

*L'Europe et le monde germanique (époque moderne et contemporaine)*

## **La société multiculturelle et multinationale de Galicie de 1772 à 1918 : Allemands, Polonais, Ukrainiens et Juifs**

**Isabel Röskau-Rydel**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ashp/469>

ISSN : 1969-6310

### **Éditeur**

École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 273-281

ISSN : 0766-0677

### **Référence électronique**

Isabel Röskau-Rydel, « La société multiculturelle et multinationale de Galicie de 1772 à 1918 : Allemands, Polonais, Ukrainiens et Juifs », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 139 | 2008, mis en ligne le 26 novembre 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/469>

---

## LA SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE ET MULTINATIONALE DE GALICIE DE 1772 À 1918 : ALLEMANDS, POLONAIS, UKRAINIENS ET JUIFS

Conférences de M<sup>me</sup> Isabel RÖSKAU-RYDEL,  
Académie pédagogique de Cracovie,  
maître de conférences invité

M<sup>me</sup> Isabel Röska-Rydel a présenté quatre conférences : Les Allemands d'Autriche : « élites d'État » en Galicie ; La situation des Polonais en Galicie habsbourgeoise ; La population ukrainienne de Galicie ; L'acculturation et l'assimilation des Juifs de Galicie à la société allemande et à la société polonaise.

Lors du premier partage de la Pologne en 1772, une grande partie de la « petite Pologne » (*Kleinpolen*) fut attribuée à l'Autriche qui lui donna le nom de « royaume de Galicie et de Lodomérie » (*Königreich Galizien und Lodomerien*). Sur une surface de quelque 82 000-89 000 km<sup>2</sup> (Cracovie et Sandomierz ne s'y ajoutèrent que lors du troisième partage de la Pologne) vivaient environ 2,5 millions d'habitants. En 1786, la Bucovine (*die Bukowina*) fut annexée à la Galicie, ce qui augmenta cette province de la couronne (*Kronland*) de quelque 10 000 km<sup>2</sup>. Dans le cadre du troisième partage de Pologne en 1795, l'Autriche reçut encore la partie restante de la petite Pologne : Cracovie et la région située entre Pilica et Bug représentant un territoire de 51 000 km<sup>2</sup> peuplé d'environ un million cent mille habitants. La province, qui comptait 3,7 millions d'habitants en 1795, comportait des différences ethniques et religieuses très marquées. La frontière ethnique entre la Galicie occidentale (*Westgalizien*) et la Galicie orientale (*Ostgalizien*) suivait les rivières San et Wisłok.

En Galicie occidentale, les catholiques polonais étaient majoritaires. Les Ruthènes (Ruthenen), comme on appelait alors les Ukrainiens, constituaient au contraire la majorité de la population en Galicie orientale : 90 % d'entre eux étaient des paysans. La grande majorité d'entre eux était de confession catholique grecque, seule une petite partie était de confession grecque-orthodoxe.

À Lemberg (trad. française : Léopol ; Lwów, L'viv), la capitale de la Galicie, on ne comptait en 1773 que 23 000 habitants. Mais dès 1795, le nombre d'habitants de Lemberg était passé à 38 000. À Lemberg plusieurs centaines d'aristocrates polonais, propriétaires de terres le plus souvent situées en Galicie orientale, avaient leur hôtel particulier. En outre, on rencontrait à Lemberg un grand nombre de religieux catholiques, appartenant aux nombreuses congrégations présentes dans cette ville. Une particularité de Lemberg était depuis 1808 de servir de siège à trois archevêques : catholique romain, catholique grec et catholique arménien. On y trouvait en outre une commu-

nauté juive établie de longue tradition et une communauté protestante qui ne comptait que quelques membres.

À Lemberg ne vivait qu'un petit nombre de Ruthènes, appartenant pour la plupart au milieu social instruit (*gebildet*), le plus souvent membres de la famille des prêtres catholiques grecs. Ils habitaient à proximité de la cathédrale catholique grecque, près de laquelle se trouvait une école ruthène. Les Juifs représentaient une partie importante de la population de la ville : on comptait en 1797 12 730 Juifs, soit environ 30 % de la population, essentiellement des petits commerçants et des artisans. De même que les Allemands, les Polonais et les Juifs, les Arméniens s'étaient établis à Lemberg dès le haut Moyen Âge. Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle cependant, il n'y avait plus dans cette ville qu'une toute petite de communauté arménienne de deux cents à trois cents personnes.

La mise en place de l'administration autrichienne, à partir de 1772, entraîna la venue de nombreux fonctionnaires et enseignants issus des régions autrichiennes de langue allemande : de Silésie, d'Ermeland, ainsi que du Wurtemberg et du Palatinat qu'on avait délégués ou recrutés pour encadrer les autorités locales, et pour édifier un système scolaire général sur le modèle autrichien.

On n'avait pas besoin seulement de fonctionnaires, mais aussi d'artisans et de commerçants, et à terme aussi de paysans. Par l'édit du 1<sup>er</sup> octobre 1774 de Marie-Thérèse, des commerçants, artisans et entrepreneurs catholiques de la monarchie habsbourgeoise ou de pays étrangers étaient invités à s'établir en Galicie. Les protestants en revanche n'obtinrent d'abord qu'une liberté d'établissement restreinte à quatre villes : Lemberg, Jaroslau (Jarosław), Zamość (qui faisait à cette date partie de la Galicie) et Zaleszczyki (Zališyky). Un nouvel édit du 16 novembre 1774 leur permit de s'établir aussi à Kazimierz près de Krakau et à Brody et leur accorda le droit de se réunir pour leur culte dans des salles de prière privées.

Mais il fallut attendre l'édit du 17 septembre 1781 de Joseph II pour que les colons de confession protestante se voient accorder des avantages beaucoup plus considérables et le droit d'établissement non seulement dans les villes de Galicie, mais aussi dans les campagnes. Un mois plus tard, le 13 octobre 1781, l'empereur Joseph II accorda de nouvelles libertés religieuses aux protestants de la confession d'Augsbourg et de la confession helvétique, de même qu'aux Grecs non uniates – libertés qui furent rendues publiques par l'édit de Tolérance (*Toleranzpatent*) du 10 novembre 1781. Entre 1782 et 1803, quelque 15 000 immigrants venus de l'actuel Sud-Ouest de l'Allemagne, en particulier du Palatinat (65 %), et d'autres régions, arrivèrent en Galicie. Parmi eux se trouvaient aussi vingt-huit familles mennonites qui représentaient au total un groupe d'une petite centaine de personnes. Après la mort de Joseph II en 1790, ce mouvement de colonisation s'interrompit et il fallut attendre le règne de François I<sup>er</sup> pour qu'environ 1 200 familles d'Allemands viennent s'établir en Galicie. Mais celles-ci ne bénéficièrent pas de conditions aussi favorables que naguère et, en raison de la diminution des propriétés d'État encore disponibles, durent aussi s'établir sur des terres appartenant à des propriétaires fonciers polonais.

L'empereur éclairé Joseph II prit en compte aussi la situation sociale précaire des serfs et s'efforça de l'améliorer par des réformes agraires. Un des plus importants édits destinés à l'amélioration de la situation des paysans fut celui du 5 avril 1782 qui

supprima le servage. Les paysans, en vertu de cet édit, n'étaient plus soumis à la juridiction du propriétaire foncier et jouissaient de plus larges libertés personnelles : ils n'étaient pas pour autant libérées de la corvée. Ces dernières furent toutefois réglementées par l'État.

Dans les premières années, le gouvernement régional dirigé par le gouverneur s'employa à trouver des fonctionnaires qualifiés, connaissant les langues slaves. On songea en particulier à des fonctionnaires de Bohême, Moravie et Silésie autrichienne parlant allemand et tchèque. De même, pour la mise en place d'un système éducatif, on fut obligé de trouver des enseignants bilingues. À l'époque polonaise, l'enseignement avait été confié exclusivement à l'Église, de telle sorte qu'on ne pouvait pas s'appuyer sur des institutions d'enseignement publiques. L'organisation du système éducatif dans tout le pays prit plusieurs années : elle se concentra d'abord sur Lemberg, le chef-lieu, où furent créés des écoles, des lycées, un séminaire de formation des maîtres et en 1784 une université.

La langue de l'administration et de l'enseignement était désormais l'allemand et pour une part aussi le latin, ce qui obligea les Polonais, les Ruthènes, les Arméniens et les Juifs à utiliser la langue allemande dans leurs relations avec l'administration publique et dans les établissements scolaires. Le clergé catholique pouvait recourir au latin, tandis que la noblesse polonaise et le milieu bourgeois cultivé parlaient surtout français avec les fonctionnaires supérieurs et avec les officiers. Les paysans et les artisans ruthènes, pour leur part, devaient recourir à des truchements qui les accompagnaient dans leurs démarches administratives.

Le clergé grec catholique, à partir de 1775, fut d'abord formé à Vienne, au séminaire grec catholique pour la Hongrie et la Transylvanie (*Seminar für die griechisch-katholischen Priesterkandidaten Ungarns und Siebenbürgens*). Après la suppression des séminaires diocésains et congréganistes (*Diözesan- und Ordensseminarien*) décrétée par Joseph II, deux grands séminaires (*Generalseminarien*) furent créés à Lemberg en 1783, l'un pour le clergé grec catholique, l'autre pour le clergé catholique romain et catholique arménien. Désormais un beaucoup plus grand nombre de candidats ruthènes à la prêtrise put accéder à une bonne formation. Dans les deux grands séminaires, l'enseignement fut d'abord donné en latin, mais la majorité des candidats ne maîtrisait pas cette langue, de sorte qu'à partir de 1786 il fut permis de faire cours aussi en polonais et en ruthène. À l'issue de leur formation au grand séminaire, les candidats à la prêtrise pouvaient commencer des études de théologie à l'université de Lemberg créée en 1784.

Le statut des Juifs fit l'objet d'une réglementation nouvelle dans l'édit de tolérance de Joseph II en 1789. Désormais, ils purent exercer librement le métier de commerçant et d'artisan, même si les branches régies par des corporations leur restaient interdites. Par ailleurs ils furent dans un premier temps exclus des métiers d'apothicaire, de meunier, de brasseur et d'aubergiste. L'interdiction d'exercer le métier d'aubergiste, qui faisait vivre environ un neuvième de population juive de Galicie, eut pour conséquence que ces personnes durent chercher de nouvelles ressources dans les villes, ce qui entraîna une augmentation du nombre des Juifs habitants des villes où ils pouvaient librement s'installer. Car toutes les villes de Galicie ne leur étaient pas ouvertes : à Cracovie, Tarnów, Neu Sandez (Nowy Sącz), Lemberg, Gródek Jagielloński (Horodok

en ukrainien) et Sambor (Sambir en ukrainien), ils n'avaient le droit d'élire domicile que certains quartiers (*De non tolerandis Judaeis*).

Joseph II avait eu beau vouloir, dans l'esprit des Lumières, améliorer la situation sociale et économique par son édit de tolérance, cet objectif s'avéra impossible à atteindre en raison des restrictions juridiques et économiques maintenues et du poids de l'impôt sur les Juifs. Le modèle d'un système éducatif judéo-allemand d'État promu par Joseph II en 1787 fut un échec. Le but de ces écoles judéo-allemandes aurait dû être de supplanter à la longue les écoles privées juives (*Cheder*), mais ce projet échoua en raison de la résistance acharnée des cercles orthodoxes. Finalement, François I<sup>er</sup> décida en 1806 la dissolution des écoles de ce type. Même si les conditions de vie sociales et économiques de la majeure partie de la population juive ne connurent pas d'amélioration significative durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les Juifs de Galicie bénéficièrent grâce à la législation autrichienne d'une sécurité personnelle dont ils n'avaient jusque-là jamais fait l'expérience.

Lorsque, pendant les guerres napoléoniennes, des troupes polonaises placées sous le commandement suprême du prince Józef Poniatowski occupèrent Lemberg en mai et juin 1809, elles furent acclamées avec enthousiasme par la population polonaise. Toutefois, non seulement dans le milieu des fonctionnaires allemands en poste dans la province de Galicie, mais aussi dans l'administration centrale de Vienne, on portait des jugements le plus souvent très réservés sur les Polonais, considérés comme un « élément politiquement peu sûr et révolutionnaire ». Malgré cette méfiance, les relations sociales entre la noblesse polonaise et la noblesse austro-allemande faisaient l'objet de soins particuliers.

Non seulement les étudiants et les professeurs, mais tous les cercles intéressés par la politique, suivirent avec une grande attention les informations données par la presse sur le déclenchement de la révolution à Paris en février 1830 et sur sa propagation dans les villes allemandes. Le soulèvement de Varsovie en novembre 1830 fut une césure dans la vie politique de la Galicie. Les activités conspiratrices furent tout aussi intenses, dans les années 1830, parmi les séminaristes ruthènes catholiques grecs de Lemberg. Dans ce milieu, les étudiants Markijan Šaskevych, Jakiv Holovac'kyj et Ivan Vahylevyč avaient formé un « cercle d'auto-formation » (*Selbstbildungszirkel*) qui fit de Lemberg le centre du mouvement national ruthène. Ces personnalités entrées dans l'histoire comme la « Triade ruthène » (*Rus'ka Trijca*) déployèrent, avec d'autres étudiants, une large activité littéraire et éditoriale.

Le gouvernement de Vienne comptait sur Léopold Sacher-Masoch senior, nommé directeur de la police de Lemberg en 1832, pour une meilleure surveillance de ces cercles conspirateurs. Le fils de ce directeur de la police, né en 1836 à Lemberg, devint l'écrivain que chacun connaît : il vécut ses douze premières années à Lemberg, jusqu'à 1848, année de la révolution, qui fut aussi celle de la mutation de son père à Prague.

La coexistence des différentes nationalités était plus ou moins déterminée par le facteur confessionnel. Dans les villes les catholiques allemands et polonais, fonctionnaires, intellectuels, entrepreneurs et artisans, se retrouvaient à l'église où la messe était dite en latin, dans les premiers temps, et plus tard en polonais, par des prêtres polonais. De manière générale, les chrétiens, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, n'avaient guère de contacts personnels avec des Juifs. Les Juifs orthodoxes ne tenaient

pas non plus, pour des raisons religieuses, à avoir des contacts étroits avec des chrétiens. En Galicie, le nombre des Juifs ayant fait des études laïques et s'étant adaptés aux changements politiques était encore très restreint à cette époque. Ce groupe de Juifs qui avaient le plus souvent fait leurs études à Tarnopol, à Brody ou à Lemberg dans des établissements non confessionnels optait à cette époque en majorité pour la culture allemande. À Cracovie au contraire, les Juifs optaient en majorité pour la culture polonaise qui avait en raison de l'administration polonaise de cette ville libre une plus grande influence dans les autres villes de Galicie, placée sous administration allemande.

Dans les villages, les différences confessionnelles étaient plus accusées ; là, chacun restait plutôt parmi les siens : les catholiques, les catholiques grecs et les protestants se retrouvaient dans leurs salles de prière et leurs églises respectives. Les colons allemands, majoritairement protestants, célébraient leurs fêtes selon les anciennes coutumes qu'ils avaient apportées de leur pays d'origine. Il en allait de même pour les colons catholiques allemands qui maintenaient eux aussi leurs vieilles coutumes, mais qui étaient plus exposés à l'influence de la polonisation.

De nombreuses familles aristocratiques et bourgeoises aisées organisaient régulièrement des concerts de musique de chambre à leur domicile, auxquels étaient invités surtout des Allemands et des Polonais, mais aussi des Ruthènes. À Lemberg, les représentations de théâtre et d'opéra, allemandes et polonaises, apportaient aussi des distractions bienvenues à un grand nombre d'habitants de toutes les confessions et de tous les milieux. La Galicie, qui passait au début du XIX<sup>e</sup> siècle pour une contrée exotique, possédait aussi une certaine force d'attraction, comme on l'indique le fait que même des musiciens viennois venaient jusque-là, par exemple Franz Xaver Mozart, le plus jeune fils de Wolfgang Amadeus, professeur de piano bien payé dans une famille aristocratique polonaise. La vie musicale privée fut complétée par une institution solide, l'Association musicale (*Musikverein*), fondée en 1838 à Lemberg, qui organisait des cours de musique pour la jeunesse allemande, polonaise et ruthène, ainsi que des concerts.

Après la répression du soulèvement de novembre 1830, à la fin de septembre 1831, la vie politique en Galicie ne fut pas paralysée, malgré le renforcement des mesures prises par les autorités de police qui, de la ville galicienne de Podgórze observaient attentivement les mouvements d'agitation politique de la ville libre de Cracovie. En 1835 se forma à Cracovie l'« Association du peuple polonais » (*Stowarzyszenie Ludu Polskiego*), beaucoup plus radicale que les autres organisations, qui parvint pour la première fois à répandre ses idées révolutionnaires parmi les paysans polonais et ruthènes. Mais en 1837, la police de Lemberg découvrit cette association illégale et arrêta ses membres, de telle sorte que, pendant plusieurs années, l'activité politique des cercles révolutionnaires polonais dans la capitale et en Galicie orientale fut stoppée. Plusieurs centaines de prisonniers politiques restèrent détenus à Lemberg durant les années 1840 dans l'attente de leur procès. Les jugements rendus après plusieurs années furent particulièrement sévères.

La tentative de soulèvement politique suivante, organisée par des émissaires des démocrates polonais venus de Posnanie et de Cracovie, eut lieu en février 1846 en Galicie occidentale, lorsque les unités d'insurgés entamèrent le combat contre les trou-

pes autrichiennes. Ce soulèvement politique déclencha au même moment une révolte, à laquelle les insurgés ne s'attendaient pas, des paysans fidèles au gouvernement contre la noblesse, alors que les insurgés avaient espéré le soutien de ces mêmes paysans. Les attaques contre des domaines seigneuriaux dans le secteur de Bochnia et Tarnów, et aux alentours, finirent dans un terrible bain de sang dont même des enfants et des femmes furent victimes. Il fallut appeler des troupes autrichiennes à la rescousse pour mettre fin à ce drame cruel qui avait été, dans un premier temps, plus ou moins toléré par les autorités dans bon nombre de circonscriptions de Galicie occidentale et orientale.

L'année 1846 resta gravée dans la mémoire des Polonais pour plusieurs générations, car ces événements avaient mis en évidence les profonds clivages sociaux qui divisaient la société galicienne et montré à la noblesse et à l'intelligentsia qu'elles ne pouvaient pas, dans leur combat pour l'indépendance, compter sur les paysans comme des alliés acquis d'avance. Plusieurs décennies furent nécessaires pour franchir ce fossé de méfiance mutuelle. En quelques jours, les troupes autrichiennes parvinrent à vaincre les insurgés polonais. Après l'occupation de Cracovie par les troupes des trois puissances qui s'étaient partagé la Pologne, la ville et la région environnante revinrent à l'Autriche, en accord avec la Prusse et la Russie.

Une césure intervint dans l'histoire de la Galicie au moment où les nouvelles du déclenchement de la révolution de février 1848 à Paris et de mars à Vienne arrivèrent dans ce territoire. Le combat mené initialement en commun pour la prise en compte des intérêts nationaux connut cependant une fin rapide, quelques semaines plus tard, en raison des divergences d'intérêt apparues entre les différents groupes nationaux. C'est ainsi qu'un groupe de Polonais créa fin avril 1848 un « Conseil national » (*Rada Narodowa*), pour pouvoir défendre sa revendication d'une représentation politique séparée en Galicie. À la suite de quoi l'intelligentsia ruthène, avec l'évêque catholique grec de Przemyśl à sa tête, forma de son côté, début mai, un « Conseil principal ruthène » (*Rus'ka Holovna Rada*), soulignant ainsi son autonomie politique. Le gouvernement régional de Galicie était prêt à faire quelques concessions aux Ruthènes. Il espérait les gagner de cette manière à la cause d'une politique dirigée contre les révolutionnaires polonais. Les Ruthènes espéraient que leurs préoccupations seraient désormais écoutées au sein de la population allemande. Au cours des décennies suivantes, ce début de coopération prit une forme encore plus concrète, car les deux nationalités étaient mécontentes du programme politique des Polonais.

Mais dans l'immédiat, toutes les aspirations à l'indépendance furent anéanties dès le moment où, avec le début de la réaction du gouvernement viennois, la situation politique se dégrada dans tous les territoires de la monarchie habsbourgeoise et où l'on en arriva, le 1er novembre 1848, à Lemberg, à des affrontements sanglants entre la garde nationale et l'armée autrichienne.

Depuis le début de janvier 1849, le parlement (*Reichstag*) de Kremsier délibérait de la question des structures centralistes ou fédérales de l'État autrichien et les divergences de vues étaient devenues de plus en plus nettes entre le parlement et le gouvernement. Le gouvernement Schwarzenberg finit par proposer, le 4 mars 1849, le texte de constitution qu'il avait rédigé de sa propre initiative et c'est ce texte qui entra en vigueur le 7 mars comme une constitution octroyée. Au même temps, le parlement de Kremsier fut dissous avec l'aide de l'armée et plusieurs députés furent arrêtés.

Pour la Galicie, ces différentes mesures signifiaient d'abord le retour aux conditions politiques d'avant 1848. Toutefois l'abolition du *robot* (corvée) en Galicie, décidée le 15 mai 1848, de même que l'accession des paysans à la propriété foncière, ne furent pas remises en cause. En revanche, l'égalité de droits garantie aux nationalités cessa bientôt d'être à l'ordre du jour. Comme par le passé, l'allemand resta la langue de l'administration et de l'enseignement scolaire, ce qui revenait à lui donner un statut nettement privilégié. En 1849, à la suite d'une réforme administrative, le nombre des fonctionnaires allemands d'Autriche nommés en Galicie recommença à augmenter.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la population de Galicie avait atteint 4 555 477 habitants. La pourcentage de Ruthènes n'avait pas sensiblement varié au cours des décennies : en 1851, ils représentaient environ 50 % de la population, les Polonais environ 41 %, les Juifs autour de 7 % et les Allemands quelque 0,6 %. Dans douze circonscriptions de Galicie orientale le pourcentage de Ruthènes atteignait même 70,05 % de la population totale, celui des Polonais ne dépassait pas environ 21,4 %, celui des Juifs se situait autour de 7,7 % et celui des Allemands autour de 0,6 %.

La période de transition appelée néoabsolutiste (1849-1860) apporta de nouvelles restrictions importantes pour les Juifs et les protestants. Les droits de l'Église catholique furent au contraire accrus.

En raison du grand nombre de leurs députés, les Polonais réussirent à former au Conseil d'empire (*Reichsrat*) de Vienne nouvellement constitué et réuni le 14 avril 1851 un groupe parlementaire politiquement influent qui se fit connaître sous le nom de « Club polonais » (*Polenklub* ; *Kolo Polskie*). Pour le gouvernement viennois, ce « Club polonais » acquit une grande importance, car il recherchait souvent son soutien pour faire passer des lois contre la résistance d'autres nationalités représentées au *Reichsrat*.

Une autre phase importante de l'histoire de la province (*Kronland*) de Galicie commença en 1861, avec la réouverture du parlement régional (*Landtag*) de Lemberg auquel furent attribuées de plus larges compétences législatives. Le pouvoir d'État restait représenté par les gouverneurs qui furent des Polonais à partir de 1848, à part quelques exceptions. Dans les années suivantes, la composition du *Landtag* devint un problème pour les différentes nationalités de Galicie : elle était fondée sur le système des curies (*Kuriensystem*), en vigueur dans toute l'Autriche, qui réservait aux grands propriétaires fonciers, en l'occurrence à la noblesse polonaise, proportionnellement plus de sièges qu'à toutes les autres catégories de la population. Ce système électoral des curies fut pour des décennies une constante pomme de discorde pour les différents groupes nationaux, car il ne respectait en aucune manière les proportions entre nationalités.

Aussi, à partir du début des années 1860, le gouvernement viennois abrogea-t-il progressivement la législation discriminatoire concernant les Juifs et la vie politique des Juifs éclairés de Galicie connut un nouvel essor. Désormais, des députés juifs furent élus au *Landtag* de Galicie et au *Reichsrat* de Vienne. La situation économique des Juifs s'améliora dans plusieurs domaines. Mais d'autre part ils furent confrontés au cours des décennies suivantes à une société environnante qui leur était de plus en plus hostile.

Quand aux protestants, le décret appelé « patente concernant les protestants » (*Protestantenpatent*) du 8 avril 1861 leur assura « l'égalité de principe face à la loi et dans les relations de leurs Églises avec l'État ».

Après une période de stagnation dans le domaine des concessions politiques consenties aux Polonais, due au déclenchement du soulèvement de janvier 1863 dans la partie russe de la Pologne, qui se propagea en Galicie, le gouvernement viennois ne se consacra à nouveau activement à la question de l'autonomie de la Galicie qu'au lendemain du Compromis austro-hongrois conclu en 1867. Le comte Agenor Gołuchowski, gouverneur de Galicie, partisan de l'orientation austro-polonaise, joua un rôle important dans cette nouvelle politique. La première concession en matière d'autonomie entendue au sens d'une auto-administration de la Galicie fut le vote de la loi du 22 juin 1867 concernant la langue d'enseignement dans les écoles primaires et secondaires, selon laquelle il revenait à l'autorité responsable de l'établissement concerné de décider de la langue d'enseignement utilisée dans cet établissement. Trois jours plus tard, le 25 juin 1867, fut créé le Conseil scolaire de la province de Galicie (*Landeschulrat*), désormais responsable du système scolaire de Galicie. Cette autorité administrative donnait à la Galicie un statut particulier, car aucune des autres provinces de Cisleithanie n'avait été dotée d'un tel conseil scolaire. Ce conseil scolaire majoritairement composé de Polonais entra constamment en conflit avec les autres nationalités durant les années suivantes, car les écoles ruthènes et allemandes subissaient les effets d'une tendance forte à la polonisation.

La constitution (*Staatsgrundgesetz*) du 21 décembre 1867 dont l'art. 19 stipulait que chaque peuple (*Volksstamm*) avait « droit à la sauvegarde de sa nationalité et de sa langue » fut particulièrement bien accueillie par les Juifs, car cette constitution levait les dernières restrictions existantes et leur accordait une pleine égalité de droits. Enfin, de nouvelles concessions du gouvernement viennois aux Polonais furent accordées en 1869, avec l'introduction du polonais comme langue de l'administration et de la justice, et en 1870-1871 avec l'introduction du polonais comme langue d'enseignement dans les universités de Cracovie et de Lemberg, ainsi qu'à l'université technique de Lemberg.

À la suite de ces règlements, de ces lois et de ces diverses mesures, la Galicie acquit un statut particulier, unique en son genre au sein de la monarchie habsbourgeoise. Ces structures autonomes permettaient désormais le libre épanouissement de la langue et de la culture polonaises en Galicie et offraient aussi de nouvelles possibilités de développement à la langue et à la culture ruthènes, même si ces dernières restaient exposées aux tentatives répétées de minorisation de la part des politiques polonais. L'intolérance grandissante des conservateurs polonais envers les Ruthènes de Galicie orientale devait conduire dans les décennies suivantes à des conflits parfois sanglants.

Comme toutes les nationalités de Galicie étaient conscientes du fait que l'ascension sociale et la consolidation de l'identité nationale passaient par l'acquisition individuelle et collective d'un bon niveau d'instruction, de plus en plus de Ruthènes et de Juifs fréquentaient les écoles, les lycées et les universités de Cracovie et de Lemberg. À l'opposé des Ruthènes qui étaient sous-représentés dans les lycées d'État et à l'université de Lemberg, les Juifs eurent jusqu'en 1900 une présence dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur proportionnellement plus importante que leur poids démographique, ce qui fut observé d'un œil très méfiant par les Polonais.

Lemberg était le centre de la vie intellectuelle ruthène ; c'est là que fut fondée en 1873 l'Association Ševčenko, qui joua le rôle d'Académie scientifique ukrainienne. Il y avait en outre à l'université de Lemberg, à la veille de la première guerre mondiale, sept chaires ukrainiennes. Une des plus importants historiens et écrivains ukrainiens fut Ivan Franko, qui vivait à Lemberg, maîtrisait aussi bien l'ukrainien que l'allemand et le polonais et publia dans ces trois langues. Le plurilinguisme était alors très répandu : en Galicie orientale, précisément, on trouvait beaucoup de gens parlant trois langues (l'allemand, le polonais et le ruthène). Dans le milieu des Juifs cultivés de Galicie orientale, on parlait même cinq langues si l'on ajoute le yiddish et l'hébreu.

Du point de vue économique, la Galicie était surtout une région agricole. À l'agriculture s'ajoutait une importante industrie du bois, avec de nombreuses scieries qui comptaient parfois parmi les plus grandes de la monarchie habsbourgeoise. Une des principales branches industrielles était l'extraction du sel dans les deux mines de Wieliczka et de Bochnia et la fabrication d'eau-de-vie. Dans les années 1850 commencèrent les forages systématiques de prospection du pétrole, dont les principaux gisements se trouvaient surtout en Galicie orientale, autour de Boryslau (Boryslav en ukrainien, Boryslaw en polonais). Des entreprises autrichiennes, mais aussi étrangères, participaient à l'exploitation de ces gisements pétrolifères. Le taux de chômage élevé et les mauvaises conditions de vie conduisirent de nombreux habitants de Galicie – juifs, allemands, polonais et ruthènes – à quitter cette province. Entre 1881 et 1910, on estime que 236 000 à 350 000 Juifs choisirent d'émigrer.

Après la première guerre mondiale, au cours de laquelle la Galicie fut un des théâtres des opérations militaires opposant l'Autriche-Hongrie et la Russie, et au lendemain du rétablissement de l'indépendance de la Pologne le 11 novembre 1918, il s'avéra rapidement que la monarchie habsbourgeoise avait laissé un terrain miné. Les problèmes non résolus des nationalités se réfractèrent dans cette région et conduisirent à de nombreuses épreuves de force au sein de la république de Pologne entre 1918 et 1939. Ce fut le cas particulièrement, en Galicie orientale, des relations très tendues entre le Polonais et les Ukrainiens. Après que, le 18 juin 1919, la Pologne eut obtenu lors de la conférence de paix de Paris le mandat provisoire d'occupation de la Galicie orientale jusqu'à la rivière Zbrucz marquant la frontière, la Galicie orientale fit désormais aussi partie de la Pologne.